

Budget initial 2020

Note de présentation

Conseil d'administration du
3 décembre 2019

Contexte

Le budget initial (BI) 2020 est construit concomitamment et en cohérence avec (1) le budget rectificatif n°3 2019 qui permet d'affiner les grands agrégats financiers de l'université (notamment son fonds de roulement) et (2) la campagne d'emploi, votée le 15/10 par le conseil d'administration (CA).

La préparation de ce budget et de la campagne d'emploi a été entamée dès l'été par la mise en place de modalités de dialogue de gestion renouvelées avec les composantes.

A ces modalités nouvelles du dialogue de gestion interne à l'université s'ajoutent celles adoptées au plan national et préfigurées en 2019. Un nouveau modèle d'allocation des moyens a en effet été mis en place. L'année 2019 fut caractérisée par une expérimentation par 10 établissements, dont l'URCA, d'un nouveau dialogue stratégique et de gestion (DSG) avec l'Etat portant sur le financement de projets ambitieux visant à développer les secteurs AEBB et santé/sport. En 2020, ce dialogue stratégique est généralisé à tous les établissements et se déroulera en deux temps : en fin d'année 2019, la soutenabilité des trajectoires financières et de la masse salariale sera évaluée par les rectorats et les moyens des établissements seront complétés notamment d'une partie du volet finançant la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE) et la réforme de l'accès aux études de santé. En début d'année 2020, à l'instar de l'expérimentation menée en 2019, le financement de projets présentés par les établissements sera examiné.

Ainsi élaboré, ce BI 2020 permet de poursuivre la mise en œuvre du projet de l'établissement et de l'Etat dans une logique de continuité et de montée en puissance par rapport à l'année 2019. Le niveau de fonctionnement est désormais en adéquation avec les besoins de l'université et permet d'assurer les missions de formation et de recherche dans des conditions satisfaisantes. Des moyens significatifs sont également réservés à l'entretien des campus. Par ailleurs, le plan pluriannuel d'investissement (PPI) inscrit dans la durée l'effort de l'établissement pour mobiliser son fonds de roulement aux services des équipements scientifiques et pédagogiques, de l'entretien pérenne de ses infrastructures ou de projets d'envergure.

Sur le plan des infrastructures l'année 2020 sera marquée par la fin de la réalisation de la première opération inscrite au Contrat Plan Etat Région (CPER), le siège de l'université, dont le financement du premier équipement est prévu dans le PPI. Sur le site de Châlons en Champagne, la rentrée 2020 de l'INSPE s'effectuera au sein d'un nouveau bâtiment en lien avec les départements de l'IUT pour former un "campus urbain" et renforcer l'attractivité du site. Enfin, en 2020, aura lieu la livraison du bâtiment dédié à la vie étudiante sur le campus Croix – Rouge, première opération intégralement financée et portée au niveau de la maîtrise d'ouvrage par l'université. L'ensemble de ces opérations permettra une meilleure optimisation des surfaces bâtementaires et des coûts de location. L'année 2020 verra également la poursuite du déploiement sur les campus de salles de e-learning et d'espaces de co-working dédiées au développement de nouvelles méthodes pédagogiques.

Une des priorités de l'université en 2020 sera de conforter les dispositifs destinés à accompagner tous les étudiants vers la réussite sur le plan de la formation, tels que ceux prévus par la loi ORE avec la poursuite des dispositifs OUI-SI, mais également la mise en place de la réforme de l'accès aux études de santé et la réforme des master MEEF. En termes de vie de campus, la Contribution Vie Etudiante et de Campus (CVEC) installée en 2019 contribuera plus largement à l'amélioration des conditions de vie et d'étude avec une augmentation de la part sociale du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE) et à la dynamisation de la vie de campus avec notamment la mise en œuvre d'un premier budget participatif entièrement tourné vers les étudiants, l'accès pour tous les étudiants à une offre culturelle et sportive gratuite et le développement de dispositifs dédiés à la prévention des risques autour de la santé et des luttes contre toutes les formes de violence.

Dans une même continuité d'objectifs de réussite et d'accompagnement des étudiants, 2020 sera également l'année du lancement du projet AILES (PIA3 – Territoires d'innovation pédagogique). Ancré sur la Région Grand Est, ce projet vise à construire et à structurer un véritable écosystème de l'orientation sur le territoire lorrain et champardennais, qui soit à la fois centré sur les jeunes et ouvert aux stratégies socio-économiques du territoire.

Porté par l'URCA en partenariat avec l'Université Technologique de Troyes, l'Université de Lorraine et les Rectorats de Nancy-Metz et de Reims, ce projet construit sur une période de dix ans s'appuie sur un budget total de 14,5 M€ dont 6,6 M€ subventionnés par le PIA. Pour 2020, cela représente une subvention de 913 K€ pour l'ensemble des partenaires dont 177 K€ pour l'URCA.

Le projet AILES vise à assurer une meilleure orientation et intégration des lycéens dans l'enseignement supérieur, quels que soient leurs origines, parcours, compétences ou projets et favoriser ainsi leur épanouissement dans les études et leur insertion professionnelle. Afin de répondre à ces enjeux, le projet poursuit donc deux objectifs majeurs centrés sur les publics cibles afin de les accompagner vers la réussite :

- Donner envie aux jeunes de se lancer dans une démarche d'orientation proactive et de qualité en leur fournissant des informations simples, accessibles et attractives sur les formations et leurs débouchés ;
- Leur donner confiance et limiter l'autocensure, en les aidant à surmonter leurs craintes et à se défaire de représentations inhibitrices pour oser et explorer l'horizon des possibles.

Toujours dans le cadre de la formation, la réforme de la formation professionnelle à travers notamment la loi "choisir son avenir professionnel" et prochainement la réforme de la professionnalisation vont conduire à de nouvelles modalités de financement et d'organisation. Ces réformes engagent l'université à affirmer son potentiel auprès des partenaires socio-économiques pour préserver et développer une partie de ses ressources propres et plus spécifiquement la taxe d'apprentissage.

En adéquation avec les marges de manœuvres financières de l'établissement, la masse salariale évolue quant à elle fortement compte tenu du poids des dispositifs nationaux (loi ORE et contribution pour la vie étudiante et de campus- CVEC), de l'adoption d'une campagne d'emploi complète et de la réforme des études de santé.

Ainsi ce budget initial établit le résultat à 63 K€ et le fonds de roulement à 14 996 K€.

Structure de la note

Afin d'en faciliter la compréhension, la présentation de la note de l'ordonnateur donne ci-dessous une première vue globale du budget puis le détaille en respectant la logique des principaux tableaux en mode GBCP :

- 1) Autorisations budgétaires :
 - Tableau des autorisations d'emplois,
 - Tableau des autorisations budgétaires,
 - Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine.
- 2) Equilibre financier :
 - Tableau d'équilibre financier.
- 3) Analyse de la soutenabilité, en complément des éléments qui précèdent :
 - Compte de résultat prévisionnel,
 - Tableau de situation patrimoniale.

Pour garantir une meilleure lisibilité, les tableaux insérés correspondent à des synthèses ou des extraits des tableaux réglementaires présentés en annexe.

Vision générale du budget initial 2020

Les éléments les plus significatifs des évolutions consistent en :

- une évaluation de la SCSP sur la base de la pré-notification reçue le 3 octobre 2019 du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) ;
- une estimation du soutien du ministère dans le cadre du dialogue de gestion des projets présentés en DSG ;
- la traduction budgétaire en masse salariale de la campagne d'emploi 2020 et également des dispositifs nationaux comme la loi ORE et la CVEC ;
- l'évolution du périmètre et du financement du CFA. Dans le cadre de la réforme « Choisir son avenir professionnel », une organisation propre à l'établissement sera mise en place pour regrouper les missions relevant de la formation tout au long de la vie (formation continue, alternance, apprentissage). D'un point de vue financier, l'URCA conserve un service à comptabilité distincte (SACD) dédié à l'apprentissage, des impératifs nationaux étant édictés en la matière (suivi individualisé, comptabilité analytique).

Les modalités de financement de l'apprentissage évoluent également. En 2019, les recettes étaient principalement réparties entre la collecte de la taxe d'apprentissage et les conventions avec les employeurs publics.

En 2020, les opérateurs de compétences (OPCO) financent les contrats des employeurs du secteur privé ainsi que les aides aux apprentis pour l'hébergement, la restauration, l'aide au premier équipement et la mobilité internationale (frais annexes).

Ces organismes récupèrent les financements des entreprises au titre de la taxe d'apprentissage (collectée par l'URSAAF en 2020) pour financer les frais de formation et les frais dits annexes des apprentis.

Du point de vue de la technique budgétaire, comme en 2019, ce BI prend en compte la logique pluriannuelle de la GBCP, qui conduit à inscrire les recettes qui seront encaissées en 2020 même si ces dernières sont comptablement rattachées à l'exercice 2019 (produits à recevoir). Toutefois, l'affichage de ces recettes n'augmente ni le résultat ni le fonds de roulement dans la mesure où elles font l'objet d'une extourne comptable. Elles s'élèvent à 4 740 K€.

En 2020, toujours pour tenir mieux compte de la pluriannualité des opérations, une budgétisation beaucoup plus fine des conventions de recherche et du SAIC est mise en place. Des niveaux de sous-exécution importants ont en effet été constatés en la matière sur les exercices précédents. Ainsi, une prise en compte plus précise des calendriers de réalisation des opérations conduit à diminuer les enveloppes budgétées en recette = dépense de :

- 2 475 K€ pour la recherche, dont
 - 245 K€ en masse salariale
 - 237 K€ en fonctionnement,
 - 1 994 K€ en investissement ;
- 1 230 K€ pour le SAIC, dont
 - 495 K€ en masse salariale
 - 595 K€ en fonctionnement,
 - 140 K€ en investissement.

Vision détaillée du budget initial 2019

1. Les autorisations budgétaires

Le CA doit se prononcer sur le niveau des emplois et des crédits (AE et CP) par nature de dépenses. Il vote ainsi les limites annuelles « plafonds » de l'action de l'ordonnateur en matière d'emplois, d'engagement et de paiement des dépenses.

Il convient de rappeler que, dans les états GBCP, la comptabilité budgétaire retrace les engagements annuels et les flux de trésorerie (encaissements et décaissements de l'année). Les opérations comptables de fin d'exercice n'y figurent pas hormis dans le tableau 6 (Evolution de la situation patrimoniale).

1.1. Les emplois

Le plafond total de l'établissement porte sur l'ensemble des emplois rémunérés par l'URCA qu'ils soient délégués par l'Etat ou financés sur ressources propres. Les emplois délégués sont limités par un plafond maximal notifié par l'Etat à 2 261 équivalent temps plein travaillé (ETPT), chiffre stable depuis le BI 2019.

Pour 2020, la prévision de consommation des emplois de l'URCA est établie à 2360 ETPT soit une augmentation de 1,4% par rapport au BI 2019 (2327 ETPT).

Par rapport au BI 2019, une augmentation des ETPT est prévue sur les emplois sur ressources propres en lien avec l'augmentation des contrats de recherche.

Comme les années précédentes, le plafond de la masse salariale sur SCSP est consommé en totalité, ce qui ne permet pas d'utiliser la totalité des emplois délégués par l'Etat. Ainsi, ce plafond d'emplois délégués est prévu pour 2020 en sous-consommation (à 89%).

1.2. Les autorisations d'engagements :

Les autorisations d'engagements (AE) représentent les capacités d'engagement de dépenses de l'université qui sont ouvertes pour les montants limitatifs suivants :

Tableau A Evolution des autorisations d'engagement par enveloppe budgétaire

AE	BI 2019	BR1 2019	BR2 2019	BR3 2019	BI 2020	Variation BI2020 /BI2019	
						montant	pourcentage
Personnel	162 678 491	162 678 491	162 226 592	162 756 592	164 479 592	1 801 101	1,11%
Fonctionnement et intervention	29 638 089	29 638 089	31 612 155	31 081 055	31 086 683	1 448 594	4,89%
Investissement	16 821 324	21 813 844	22 504 954	20 877 954	14 195 783	- 2 625 541	-15,61%
TOTAL	209 137 904	214 130 424	216 343 701	214 715 601	209 762 058	624 154	0,30%

1.2.1. Enveloppe de dépenses de personnel

Les crédits de masse salariale (MS) sont ouverts à hauteur de 164 480K€, en augmentation de 1 801 K€ (+1,11%) par rapport au BI 2019.

L'estimation 2020 tient compte des éléments connus fin 2019 lors de l'élaboration du BI (maintien des emplois pérennes et structurels, départs 2020...) auxquels s'ajoutent le GVT solde estimé (547 K€) et l'effet partiel de la campagne d'emploi 2020 (991 K€).

Ce budget tient compte par ailleurs d'une légère hausse de l'enveloppe allouée aux heures complémentaires et vacations d'enseignement et des emplois liés au dialogue de gestion expérimental ainsi qu'au projet AILES.

1.2.2. Enveloppe de dépenses de fonctionnement

L'enveloppe de fonctionnement progresse de 1 449K€ par rapport au BI 2019 pour atteindre un montant total de 31 087K€ soit une augmentation de 4,89%.

En 2019, une enveloppe de fonctionnement conforme aux besoins de l'activité de l'établissement a pu être ouverte. Ainsi, le montant arrêté en BR3 s'élevait à 31 212 K€.

En 2020, l'estimation des besoins est quasi équivalente.

Un détail des postes financés figure en 1.3.

1.2.3. Enveloppe de dépenses d'investissement

L'enveloppe d'investissement s'élève à 14 196 K€ et diminue de 2 626 K€ soit – 15,61% par rapport au BI 2019.

Cette diminution recouvre pour l'essentiel une **meilleure budgétisation des dépenses de la recherche et du SAIC sur PRF**. Jusqu'en 2019 en effet, l'ouverture de cette enveloppe était effectuée de manière très large (quasi-totalité du solde des conventions pluriannuelles) conduisant à des sous-exécutions significatives.

En 2020, une prévision budgétaire plus fine conduit à diminuer cette enveloppe de 2 134 K€ sans incidence sur les investissements nécessaires en 2020 pour les projets concernés.

Les financements externes d'investissements 2020 pour la recherche concernent principalement les grands équipements dans le cadre du CPER pour 1 481 K€ (projets MATERNEL, SAGE, PFEXCEL notamment), les projets FRCR pour 720 K€, une vingtaine de projet ANR pour 247 K€ ou encore des contrats européens pour 152 K€.

Parallèlement, **le soutien de l'URCA à l'investissement en matière de recherche progresse de 440 K€** pour s'établir à 830 K€. Sont ainsi cofinancés le renouvellement des serres, deux projets du pôle AEBC dont l'acquisition d'un spectromètre et des projets retenus dans le cadre du dispositif fonds régional de coopération pour la recherche (FRCR).

Par ailleurs, une enveloppe de 190 K€ est dédiée au financement de la salle blanche INSERM.

Enfin, la rénovation du bâtiment 13 fait l'objet d'une nouvelle étude permettant un phasage de l'opération (façade extérieure/ aménagement intérieur) afin de garantir sa réalisation dans une enveloppe de coûts maîtrisés. Les fonds nécessaires seront ainsi budgétés au BR1 2020.

Au final, le budget d'équipement consacré à la Recherche s'élève à 4 282 K€.

En matière de **formation**, l'enveloppe progresse de 861 K€ par rapport au BI 2019 pour atteindre 3 717 K€. Cette progression tient pour l'essentiel aux projets cofinancés par la Région dans le cadre du dispositif « Formations des cadres intermédiaires » pour les deux IUT. Seront ainsi acquis des équipements pédagogiques tels que des machines à commande numérique dans le domaine des matériaux et biomatériaux.

De plus, l'investissement pour la simulation de l'UFR de médecine est reconduit pour 63 K€. et 220 K€ sont dédiés aux investissements dans le cadre de la Loi ORE.

S'agissant du **patrimoine**, le premier équipement du siège (opération du CPER) sera réalisé en 2020 pour 655 K€ en mobilier et 265 K€ en matière numérique, avec co-financement CPER 400 K€ / URCA 520 K€ et 50 K€ sont positionnés sur des actions de développement durable. Par ailleurs, dans le cadre du PPI les enveloppes récurrentes suivantes sont reconduites :

- 1 740 K€ pour le renouvellement des serveurs et du parc informatique ;
- 1 200 K€ de gros entretien (étanchéité, désamiantage, chauffage, rénovation de bâtiments MdH et IUT Reims, aménagement du parking du siège ...) ;
- 850 K€ de mise en sécurité (santé et MdH, travaux divers tous sites) ;
- 200 K€ en aménagement de locaux (accompagnement de projets recherche ou formation – accueil de matériel scientifique, coworking, learning labs).

Au final, les enveloppes numérique et patrimoine sont de 2 086 K€ et 3 721 K€.

Le solde correspond aux investissements réalisés par les SCD et les services communs (équipements sportifs, plateforme de langue, ...).

Enfin, l'acompte 2019 de CVEC 2020 a été préservé en BR3. Son utilisation à partir de 2020 pour des investissements en lien avec les objectifs de la CVEC devra être étudiée pour le BR1.

1.3. Les crédits de paiement

Les crédits de paiement (CP) permettent de payer les dépenses sur l'exercice, quelle que soit l'année où elles ont été engagées. Impactant uniquement la trésorerie, le montant des CP représente donc la prévision des dépenses à réaliser en 2020.

Ce montant est arrêté à 212 079 K€, en augmentation de 0,92% par rapport au BI 2019.

Tableau C Evolution des crédits de paiement par enveloppe budgétaire

CP	BI 2019	BR1 2019	BR2 2019	BR3 2019	BI 2020	Variation BI2020 /BI2019	
						montant	pourcentage
Personnel	162 678 491	162 678 491	162 226 592	162 756 592	164 479 592	1 801 101	1,11%
Fonctionnement et intervention	30 639 655	30 639 655	32 278 697	31 747 597	30 970 637	330 982	1,08%
Investissement	16 821 324	24 968 152	25 394 602	23 259 782	16 813 987	-7 337	-0,04%
TOTAL	210 139 470	218 286 298	219 899 891	217 763 971	212 264 216	2 124 746	1,01%

L'enveloppe de dépense de personnel étant réglementairement en AE=CP, l'évolution de la masse salariale prise en compte en AE se retrouve à l'identique en CP.

L'enveloppe d'AE de fonctionnement est supérieure à celle des CP car des engagements pluriannuels ont été pris sur des marchés applicables en 2020 en matière de reprographie (fournisseur KYOCERA remplaçant KONICA). Les crédits de paiement correspondant seront positionnés sur la durée du marché.

L'enveloppe d'investissement permet pour sa part le règlement des dépenses liées à la construction du bâtiment vie universitaire dont l'engagement total a été effectué en 2019.

Au final, toutes masses confondues, les crédits de paiement sont supérieurs aux autorisations d'engagement pour 2 502K€. L'établissement réduit donc le montant de ses restes à payer : ils s'établiront à 1 567 K€ à fin 2020 contre 4 069 K€ à fin 2019.

La répartition des dépenses sur les missions de l'établissement se présente comme suit :

8

Tableau D Répartition des dépenses par mission

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	81 001 219	81 001 219	7 227 865	7 227 865	3 717 295	3 717 295	91 946 379	91 946 379
Recherche	51 643 053	51 643 053	5 770 797	5 770 797	4 281 558	4 281 558	61 695 408	61 695 408
Pilotage et support	30 384 793	30 384 793	16 104 916	15 988 870	6 168 230	8 786 434	52 657 939	55 160 097
Étudiants	1 450 527	1 450 527	1 983 105	1 983 105	28 700	28 700	3 462 332	3 462 332
Total	164 479 592	164 479 592	31 086 683	30 970 637	14 195 783	16 813 987	209 762 058	212 264 216

1.3.1. Formation

Le budget alloué à la formation représente un montant de 91 946 K€, en augmentation significative de 2 625K€ (+2,94%) par rapport au BI 2019 et se répartit de la manière suivante, en AE comme en CP :

- personnel : 81 001K€, +1,43%
- fonctionnement : 7 228 K€, +3,67%
- investissement : 3 717K€, +49,25%

Comme en 2019, l'établissement maintient le soutien apporté dans le cadre des dispositifs de la loi ORE (actions d'accompagnement des étudiants fragiles, commission parcours sup).

Ce soutien se traduit à la fois en fonctionnement et en masse salariale. S'agissant de la masse salariale, l'évolution globale de 1 538 K€ se répercute principalement sur le poste formation (739K€) sous l'effet notamment de la campagne d'emploi. Cette enveloppe est également impactée dans une logique dépense = recette par le PIA « AILES » pour 147 K€.

Le budget alloué à la mission formation augmente également en lien avec la création de l'EiSINe (Ecole d'Ingénieurs en Sciences Industrielles et Numérique) : les formations soutenues par le CFAI se développent par rapport à celles enregistrées en 2019 par l'IFTS (+77 K€).

De la même manière, les formations en apprentissage portées par les composantes de l'université sont plus nombreuses en 2020 avec 25 nouvelles formations par rapport à la gestion précédente, dont une majorité abritée par l'IUT de Reims Chalons Charleville.

Ce sont également les IUT de Reims Chalons Charleville et de Troyes qui recueillent des financements nouveaux de la Région dans le cadre du dispositif « Formation des cadres intermédiaires » pour une dépense totale sur l'année 2020 de 1 058 K€ permettant l'acquisition de matériel pédagogique à haute valeur ajoutée.

Enfin, comme pour l'apprentissage, les dépenses prévisionnelles générées par la formation continue ainsi que les recettes correspondantes augmentent de 329 K€ portées principalement par l'IUT de Reims Chalons Charleville et par le secteur médical.

1.3.2. Recherche

Le budget alloué à la recherche représente un montant de 61 695 K€, en baisse de 1 879K€ (-2,96%) par rapport au BI 2019, et se répartit de la manière suivante, en AE comme en CP :

- personnel :	51 643K€,	+0,44%
- fonctionnement :	5 771K€,	-9,55%
- investissement :	4 282K€,	-25,87%

Cette évolution des crédits de recherche est liée à une meilleure pratique budgétaire. En effet, les exercices antérieurs se caractérisaient par une ouverture quasi-complète des dépenses sur conventions. La sous-exécution constatée lors des précédents comptes financiers a conduit à mieux prendre en compte l'impact pluriannuel des dépenses de recherche. Dans ce cadre, une diminution globale 3 705 K€ est opérée concernant toutes les masses.

Cet effet budgétaire ne doit pour autant pas masquer le soutien complémentaire alloué à la mission recherche par l'établissement.

En effet, en 2020, comme les années précédentes, l'URCA appuie sa volonté de favoriser les dépôts de projets de recherche par le maintien des modalités de répartition du budget alloué aux unités de recherche adoptées par la commission recherche de l'URCA en 2018.

Pour mémoire, il s'agit d'une ventilation qui prend en considération une part fixe indexée sur les effectifs et une part variable indexée sur l'activité « dépôts de projets » aux grands appels nationaux, européens ou internationaux. Cette démarche est destinée à favoriser le dynamisme comme la reconnaissance de nos unités de recherche en la matière.

Par ailleurs, les écoles doctorales et services commun de recherche thématiques créés également en 2018 voient leur activité confortée par l'octroi d'une enveloppe complémentaire de 29 K€.

Enfin, le soutien de l'établissement octroyé pour le maintien en condition opérationnelle et le développement des équipements scientifiques augmente de 440 K€ pour s'établir à 830 K€.

La logique sous-tendant cette budgétisation s'inscrit dans la continuité de l'année 2019 avec une enveloppe récurrente dédiée aux équipes, SFR et plateformes (intégrée de façon pérenne dans la structure budgétaire de l'URCA et notamment dans son PPI).

1.3.3. Pilotage et support, notamment immobilier et numérique

Par rapport au BI 2019, l'enveloppe de pilotage de l'université se caractérise par une baisse de 880 K€ en AE (-1,64%) et une augmentation de 616 K€ en CP (+1,13%) combinant une stabilité des crédits de masse salariale, une légère hausse du fonctionnement et une forte baisse des enveloppes d'investissement en AE (- 2 378 K€) :

- personnel :	AE	30 385K€,	+1,04%	CP	30 385K€,	+1,04%
- fonctionnement :	AE	16 104K€,	+7,94%	CP	15 989K€,	+0,42%
- investissement :	AE	6 168K€,	-27,87%	CP	8 786K€,	+2,75%

La masse salariale progresse légèrement de 204 K€ (campagne d'emploi, GVT ...).

En fonctionnement, les enveloppes en CP sont stables par rapport à 2019. En effet, les besoins pour le bon entretien des campus, la maintenance et l'externalisation sont désormais couverts. En autorisation d'engagement, la prise en charge de marchés pluriannuels nouveau en matière de reprographie (KYOCERA) génère une augmentation significative du budget.

En investissement, l'établissement finance en 2020 les opérations récurrentes inscrites à son PPI ainsi que le premier équipement du siège pour 920 K€. La diminution sensible des AE s'explique par la mobilisation en 2019 du budget nécessaire à la construction du bâtiment vie étudiante. Cette opération exceptionnelle génère donc mécaniquement, en 2020, une diminution apparente des engagements.

1.3.4. Soutien aux étudiants et vie de campus

Par rapport au BI 2019, l'enveloppe de soutien aux étudiants et à la vie de campus est en hausse globale à 763K€ (+28,24%) avec une restructuration interne au profit du fonctionnement, en AE comme en CP :

- personnel :	1 451K€,	+8,99%
- fonctionnement :	1 983K€,	+45,29%
- investissement :	29K€	(non significatif, +617,5%)

Dans le cadre du développement de la vie de campus et de la vie étudiante, la contribution vie étudiante et de campus (CVEC) va permettre le financement de nouvelles actions en complément des moyens apportés au cours des dernières années par l'établissement.

Parmi les enveloppes fléchées règlementairement, le FSDIE (fond de soutien pour le développement initiatives étudiantes), représentant 30% de la CVEC, s'élèvera à 443 K€ en 2020, permettant ainsi la mise en place d'un appel à projet étudiant (enveloppe initiale prévue de 50 K€). La médecine préventive (15% de la CVEC) verra sa subvention passer de 128 K€ à 221 K€ en 2020, permettant ainsi de soutenir de nouvelles actions en termes de prévention et de santé pour les étudiants. Le solde de cette contribution a été réparti par la commission instituée à cette fin à l'université. Ainsi, l'enveloppe destinée aux activités culturelles et sportives s'élèvera à 438 K€ toutes masses confondues.

En 2020, en matière d'investissement, l'accent est mis en BI sur les salles de musculations et de cross fit ainsi que dans les équipements des protections individuelles liées aux activités à risque. Rappelons qu'un acompte de CVEC 2020 a été programmé en 2019. Il a été préservé dans le BR3 pour des investissements en lien avec la CVEC sur les exercices ultérieurs. Son utilisation doit être étudiée pour intégration au BR1 2020.

En matière de fonctionnement, un effort particulier est consenti dans le cadre du plan de lutte et de prévention contre les violences sexistes et sexuelles ainsi que de la mission laïcité, lutte contre le racisme et l'antisémitisme avec un doublement du budget porté à 30 K€. L'accompagnement des étudiants sourds et malentendants gagnent également en efficacité grâce à une mobilisation de 30 K€ en 2020 contre 12 K€ en 2019 (traduction en langue des signes). Enfin une enveloppe « Projet Vie de campus » est mise en place pour 40 K€ afin de mobiliser les initiatives correspondantes et d'en assurer le financement.

1.4. La répartition des enveloppes de recettes pour l'exercice 2020

L'ensemble des recettes inscrites au budget ne donneront pas lieu à un encaissement puisque certaines ne sont pas « encaissables ». Il s'agit notamment des reprises sur les amortissements et les provisions ou des refacturations au sein de l'établissement (PI).

1.4.1. Recettes 2020 prévisionnelles par origine

Pour permettre de couvrir ses dépenses, l'université dispose de trois sources de financements encaissables :

- la subvention pour charge de service public (SCSP), pour 81,81% des recettes,
- les ressources propres globalisées (RPG), pour 9,81% des recettes,
- les ressources propres fléchées (RPF), pour 8,38% des recettes.

Tableau E Répartition des recettes par origine

	BI 2019	BR1 2019	BR2 2019	BR3 2019	BI 2020	Variation BI2020 /BI2019	
						montant	pourcentage
SCSP	170 794 077	170 794 077	172 253 178	172 358 178	173 438 736	2 644 659	1,55%
Recettes propres globalisées	19 065 140	19 065 140	20 094 187	20 694 314	20 798 413	1 733 273	9,09%
dont prestations internes	1 117 800	1 117 800	1 156 200	1 156 200	1 798 182	680 382	60,87%
Recettes propres fléchées (hors recettes gagées)	16 824 754	16 824 754	16 184 629	15 984 629	13 036 895	- 3 787 859	-22,51%
TOTAL hors recettes gagées	206 683 971	206 683 971	208 531 994	209 037 121	207 274 044	590 073	0,29%
Recettes fléchées gagées	1 760 223	1 760 223	1 760 223	1 760 223	4 739 940	2 979 717	169,28%
TOTAL	208 444 194	208 444 194	210 292 217	210 797 344	212 013 984	3 569 790	1,71%

Cette section analyse les recettes encaissables pour financer des opérations 2020.

a) La subvention pour charge de service public (SCSP)

La subvention pour charge de service public est inscrite au BI 2020 pour un montant de 173 439 K€, soit + 2 645 K€ par rapport au BI 2019. Cette évaluation prend en compte la pré-notification 2020 enrichie d'enveloppes prévisionnelles ou ayant été notifiées en 2019.

Le financement dédié à la masse salariale est ainsi évalué à 159 303 K€ dont un socle de 157 016 K€. Sont à souligner :

- l'apparition de financement pour la réforme des études de santé (149 K€) ainsi que dans le cadre des mobilités actives (18 K€) et de la révision de l'IFSE (21 K€) ;
- l'estimation de l'enveloppe dédiée à la Loi ORE pour 1 501 K€ dans l'attente de la première phase du dialogue stratégique et de gestion.

La dotation de fonctionnement est estimée à 14 890 K€. Sont notamment intégrées :

- une enveloppe équivalente à celle de 2019 dans le cadre des projets financés à l'issue du dialogue de gestion soit 483 K€. Le montant alloué par le MESRI devrait être déterminé au printemps. Aussi, ces sommes seront sanctuarisées dans cette attente mais sont d'ores et déjà portées au budget afin d'être mobilisées sans retard ;
- le financement du volet « investissement » de la Loi ORE pour 220 K€ ;
- les crédits de sécurité sur une base prudentielle de 225 K€.

b) Les ressources propres globalisées

Les ressources propres globalisées progressent de 1 733 K€ par rapport au BI 2019 pour s'établir à 20 798 K€. Ce montant s'explique par :

- une progression de l'enveloppe CVEC de 655 K€ pour un total de 1 475 K€. En effet, la base de calcul retenue en 2019 était de 41€ par étudiant conformément aux directives données par le MESRI. Le résultat de la collecte 2019 a porté ce chiffre à 59€ par étudiant ce qui sert de base de calcul au montant prévisionnel 2020.

Un ajustement pourra être effectué sur la base du règlement du CROUS du mois de juillet ;

- une évolution des droits d'inscription estimée à + 5% par rapport à 2019 (inscriptions en septembre 2020) qui s'élèveraient ainsi à 3 975 K€ (+ 191 K€) ;
- une augmentation estimative des recettes de formation continue de 329 K€ ;
- la prise en compte des subventions Région pour 820 K€ dans le cadre du dispositif « Formation des cadres intermédiaires » ;
- une diminution de 735 K€ des prévisions d'encaissement de la taxe d'apprentissage lié au changement de périmètre d'intervention du CFA ;
- un reclassement technique opéré des recettes fléchées vers les recettes globalisées pour 288 K€ afin d'améliorer la lisibilité et la complétude des tableaux budgétaires.

c) Les ressources propres fléchées

Les recettes propres fléchées s'élèvent à 17 777 K€ en diminution de 808 K€ par rapport au BI 2019. Cette évolution recouvre deux réalités :

- l'augmentation des recettes dites « gagées » pour 2 979 K€. Elles s'élèvent ainsi à 4 740 K€ avec notamment des soldes d'encaissement pour le supercalculateur ROMEO (2 633 K€) et pour la plateforme PLANET dans le cadre de l'ancien CPER (1 004 K€) ;
- la diminution des autres recettes fléchées pour 3 788 K€ s'explique pour l'essentiel par une meilleure appréhension du rythme d'exécution des conventions de recherche et du SAIC : les ouvertures de recettes tiennent compte de la temporalité prévisionnelle des contrats et non de la totalité du montant des conventions. Par rapport à l'optique budgétaire de 2019, l'impact est de -2 475 K€ pour la Recherche et -1 230 K€ pour le SAIC, compte également tenu de sa future extinction. Enfin, d'autres recettes ont également été retraitées en globalisées comme les 483 K€ du DSG intégrés dans la SCSP.

1.5. Zoom sur les services à comptabilité distincte et les budgets annexes

La fondation universitaire et le SAIC ont fait l'objet en 2019, pour la première fois, d'une délibération séparée sur leur budget, conformément à l'article R.719-201 du code de l'éducation qui dispose que leur budget est annexé au budget de l'établissement qui les abrite. Il s'agit donc de budgets annexes.

1.5.1. Réseau des établissements d'ESR champardenais

Le budget du réseau des établissements d'ESR champardenais reste conforme aux enveloppes déployées depuis sa création, ventilées à hauteur de 190 K€ en fonctionnement et 10 K€ en investissement.

L'essentiel des financements est principalement dédié à la prise en charge d'aide au montage de projets dans le cadre d'appels à manifestation d'intérêt. En 2020, seront par exemple financés sur la thématique santé environnement des actions portant sur l'amélioration de la qualité sanitaire de la ressource en eau ou encore des animations scientifiques conjointes « animSANTÉ ».

1.5.2. CFA Sup

Le CFA est doté de 2 009 K€ en fonctionnement, en baisse de 1 500 K€ et prévoit des recettes émanant, pour l'essentiel, de la taxe d'apprentissage récoltée par les OPCO (1 785 K€).

Comme mentionné dans la partie vision générale, les modalités de financement du CFA sont en effet modifiées compte tenu de la réforme nationale intervenue en matière d'apprentissage. Le champ de son intervention est également modifié, un terme étant mis aux partenariats extérieurs.

1.5.3. SAIC

Depuis fin 2018, le SADC SAIC est en phase d'extinction. Il continue d'héberger les opérations en cours jusqu'à leur fin, mais les nouveaux contrats sont pris en charge principalement par la direction de la recherche. Cette extinction du SADC devrait intervenir en 2022 compte tenu de la fin des contrats en cours.

Pour 2020, le total des crédits ouverts sur les trois masses (fonctionnement, masse salariale et investissement) s'élève ainsi à 890 K€ contre 2 120 K€ au BI 2019.

1.5.4. Fondation

En 2020, elle prévoit 102 K€ de dépenses de fonctionnement dont un soutien à l'incubateur Creativ'Labz pour 20 K€ (15 K€ en 2019 et 12 K€ en 2018), 42 K€ de bourses à l'international pour l'Afrique subsaharienne et 40 K€ de fonctionnement général.

Par ailleurs, 59 K€ sont mobilisés en masse salariale pour le financement de 4 doctorants en cours.



2. L'équilibre financier

Le tableau d'équilibre financier est, sous le régime du décret GBCP, l'outil d'appréciation de l'équilibre du budget soumis au vote du CA. Il met en évidence les besoins et les moyens de couverture mobilisables pour toutes les opérations ayant un impact sur la trésorerie. La différence entre les recettes évaluatives et les crédits de paiement constitue le solde budgétaire. Ce tableau d'équilibre se présente comme suit :

Tableau F Tableau des équilibres budgétaires

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
	BI 2020	BI 2020	
Solde budgétaire (déficit) *	250 232		Solde budgétaire (excédent) *
dont solde budgétaire budget principal	468 909		dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire budget du SAIC			dont solde budgétaire budget du SAIC
dont solde budgétaire CFA	-		dont solde budgétaire CFA
dont solde budgétaire Fondation		218 677	dont solde budgétaire Fondation
dont solde budgétaire Réseaux des établissements			dont solde budgétaire Réseaux des établissements
Remboursements d'emprunts			Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	1 616 156	1 048 245	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)			Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	1 866 388	1 048 245	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation abondement de trésorerie		818 143	Variation Prélèvement de trésorerie
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***	-	818 143	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée			dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée
TOTAL DES BESOINS	1 866 388	1 048 245	TOTAL DES FINANCEMENTS

Ce tableau retrace à la fois les opérations budgétaires et non budgétaires impactant la trésorerie de l'établissement selon les tableaux réglementaires. Il fait apparaître un solde de trésorerie déficitaire de 818K€ au titre de l'exercice 2020 lié aux opérations non budgétaires de TVA (montant décaissé supérieur au montant encaissé). Toutefois, aucune tension n'est attendue sur la trésorerie, comme le montre le plan de trésorerie prévisionnel.

La trésorerie est en effet estimée à 23 067K€ en fin d'exercice et le niveau du FdR à 14 996K€ soit 27,6 jours de dépenses de fonctionnement décaissables (cf. Graphique D, page 20).

3. Analyse de la soutenabilité

3.1. Soutenabilité de l'exercice

Compte-tenu du niveau de dépenses et de recettes attendu au budget 2020, l'établissement fait apparaître un résultat bénéficiaire de 63K€ (cf. Graphique B, page 19).

Tableau G Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI 2020	Ecart BI 2020/ BI 2019	PRODUITS	BI 2020	Ecart BI 2020/ BI 2019
Personnel	164 479 592	1 801 101	Subventions de l'Etat	173 438 736	2 644 659
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	48 380 017		Fiscalité affectée	1 475 000	655 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	42 606 332	596 249	Autres subventions		-
Intervention (le cas échéant)			Autres produits	32 234 874	- 1 103 397
TOTAL DES CHARGES (1)	207 085 924	2 397 350	TOTAL DES PRODUITS (2)	207 148 610	2 196 262
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	62 686	- 201 088	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)		
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	207 148 610		TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)		

L'année 2020 confirme donc l'équilibre financier en matière de fonctionnement.

Le résultat positif se répercute directement, comme l'accroissement de l'écart entre dotation et reprise pour les amortissements et provisions (+682 K€ par rapport au BI 2019), sur la CAF de l'établissement (5 866 K€, évolution pluriannuelle en Graphique C, page 19) et permet de financer pour partie les investissements prévus en 2020, en complément du prélèvement opéré sur FdR.

Tableau H Situation patrimoniale 2020 en droits constatés

EMPLOIS	BI 2020	RESSOURCES	BI 2020
Insuffisance d'autofinancement*		Capacité d'autofinancement*	5 866 031
		Financement de l'actif par l'Etat	
Investissements	16 813 987	Financement par des tiers autres que l'Etat	
		Autres ressources	5 957 784
Remboursement des dettes financières		Augmentation des dettes financières	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	16 813 987	TOTAL DES RESSOURCES (6)	11 823 815
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5)		PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT	4 990 172

3.2. Soutenabilité à moyen terme

Pour vérifier la soutenabilité à moyen terme du déploiement du projet académique et immobilier de l'établissement, le PPI a été complété pour mieux refléter les dépenses à venir et une trajectoire budgétaire complète a été simulée.

Les rubriques ci-dessous détaillent le PPI et la trajectoire puis présentent et analysent les courbes du taux de pression de la masse salariale, du résultat, de la CAF et du fonds de roulement.

Cela permet d'apprécier la soutenabilité du projet.

3.2.1. Programme pluriannuel d'investissement

Le PPI synthétisé dans le Tableau I ci-après a été construit par intégration des prévisions de dépenses des 3 postes principaux en matière d'investissement : immobilier, numérique et recherche (hors RPF), ventilés selon les missions bénéficiaires.

Les directions concernées ont fourni la liste prévisionnelle jusqu'en 2022 des dépenses qu'elles doivent assumer chaque année sur des opérations programmées, récurrentes ou exceptionnelles. La recherche intègre par ailleurs une enveloppe annuelle destinée à cofinancer une opération d'envergure sur une plateforme.

Tableau I Synthèse du PPI en k€ de CP

Mission/Nature	CP 2020	CP 2021	CP 2022
Formation et vie étudiante	3 130	1 600	1 655
Câblage/réseau	60	475	
Progiciel		250	
Learning lab		25	25
Construction	2 319		
Visioconférence	240	90	90
Jouvence informatique	200	200	200
Jouvence audiovisuel	170	220	220
Premier équipement bâtiment neuf	141	340	1 120
Recherche	1 646	2 017	2 642
Aménagement/maintenance/rénovation	550	1 427	
Cablage/réseau		40	
Équipement d'envergure, (co)financement	640	150	150
Construction	56		1 672
Infrastructures numériques	200	200	200
Premier équipement bâtiment neuf			420
Jouvence et nouveaux équipements	200	200	200
Support	1 640	1 210	950
Progiciel		50	
Construction	20	20	
Études préalables	90	90	
Jouvence informatique	50	50	50
Infrastructures numériques	880	1 000	900
Premier équipement bâtiment neuf	600		
Condition d'accueil des usagers et personnels	2 450	2 410	2 400
Aménagement/maintenance/rénovation	2 300	2 300	2 300
Énergie	50	100	100
Infrastructures numériques		10	
Premier équipement bâtiment neuf	100		
Total général	8 865	7 237	7 647

Il est à noter que ce PPI se distingue des opérations pluriannuelles des tableaux réglementaires dans la mesure où il intègre aussi des dépenses récurrentes relatives à des opérations qui se réalisent sur l'exercice (entretien, maintenance, jouvence...).

3.2.2. Trajectoire prévisionnelle

La simulation de trajectoire budgétaire reprend les principes de construction des trajectoires présentées en 2018 pour le DSG puis pour le BI 2019 :

- Stabilité, au niveau du BI 2020, des recettes de SCSP, RPG et RPF. Cela, avec la stabilité des dépenses ci-dessous évoquée, permet de ne pas tenir compte de leurs évolutions possibles, généralement affectées à des dépenses spécifiques.
- Stabilité globale des dépenses sur les trois masses avec les correctifs suivants :
 - **Masse salariale** : réduction de 500K€ par an de la part structurelle (hors RPF), à contexte (mesures nationales) équivalent à celui du BI 2020. Cela est nécessaire pour rester sous le seuil d'alerte mais surtout pour dégager les marges de manœuvre permettant la mise en œuvre du projet de l'établissement.
 - **Fonctionnement** : le BI 2020 permet le bon fonctionnement de l'établissement. Par ailleurs, le volet immobilier du projet induit une réduction progressive des surfaces utilisées donc des dépenses en fluides, location, entretien, logistique, maintenance. Ces réductions sont ici simulées sur la base de chiffrages effectués par la DPLDD.
 - **Investissement** : l'enveloppe du BI 2020 reportée sur 2021 et 2022 correspond aux investissements hors PPI et reprogrammations d'opérations non effectuées en 2019. Les investissements tiennent ensuite compte du PPI complété présenté ci-dessus.
- Intégration d'une simulation fine des reprises et dotations aux provisions et amortissements comprenant les biens actuels et les opérations du PPI.

Cette note propose une étude de trajectoire jusqu'en 2022 mise à jour des dernières données budgétaires connues (proposition de BI 2020). La trajectoire simulée valide la soutenabilité conjointe de l'activité récurrente et de la mise en œuvre du projet global de l'établissement jusqu'à la fin du contrat en cours :

Tableau J Simulation de trajectoire budgétaire pluriannuelle

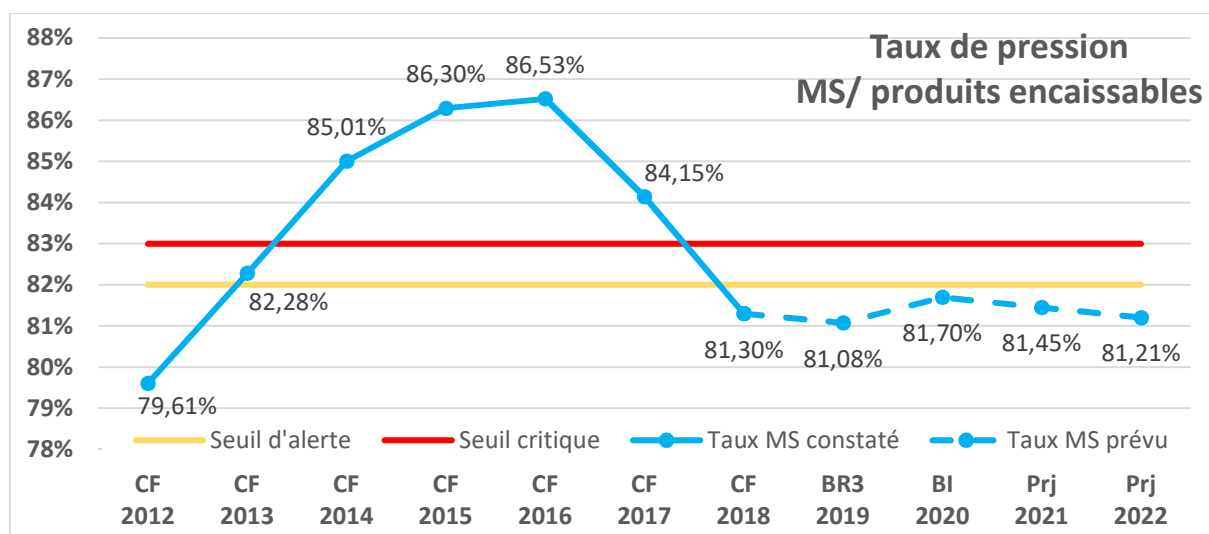
	BI 2020	2021	2022
SCSP	173 438 736	173 438 736	173 438 736
RPG	18 222 252	18 222 252	18 222 252
RPF	9 655 272	9 655 272	9 655 272
Produits encaissables année (pea)	201 316 260	201 316 260	201 316 260
Reprises (rep)	5 832 350	5 362 169	5 008 462
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (1)	207 148 610	206 678 429	206 324 722
Masse salariale (ms)	164 479 592	163 979 592	163 479 592
Fonctionnement	30 970 637	30 970 637	30 970 637
Baisse des surfaces		-625 000	-725 000
Fonctionnement décaissable	195 450 229	194 325 229	193 725 229
Amortissements (am)	11 635 695	11 262 238	10 478 618
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (2)	207 085 924	205 587 467	204 203 847
RESULTAT (R)=(1) - (2)	62 686	1 090 962	2 120 876
Taux de pression MS (ms) / (pea)	81,70%	81,45%	81,21%

CAF	(R)+(am)-(rep)	5 866 031	6 991 031	7 591 031
RPG		2 322 665	2 322 665	2 322 665
RPF		3 635 119	3 635 119	3 635 119
RECETTES D'INVESTISSEMENT	(3)	11 823 815	12 948 815	13 548 815
Investissement hors PPI (RPG, RPF ...)		7 885 778	7 885 778	7 885 778
PPI		8 865 204	7 237 000	7 647 000
Reprogrammation N-1 hors PPI		63 005		
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	(4)	16 813 987	15 122 778	15 532 778
IMPACT SUR FDR	(3) - (4)	-4 990 172	-2 173 963	-1 983 963
FDR en €		14 995 782	12 821 819	10 837 856
FDR en jours de fonctionnement décaissable		27,62	23,75	20,14

Cette simulation de trajectoire est par nature évolutive. Elle ne prend en compte ni l'atterrissage 2019 du FdR, ni les sous-exécutions usuellement constatées en compte financier donc probables pour les exercices ultérieurs.

3.2.3. Taux de pression de masse salariale

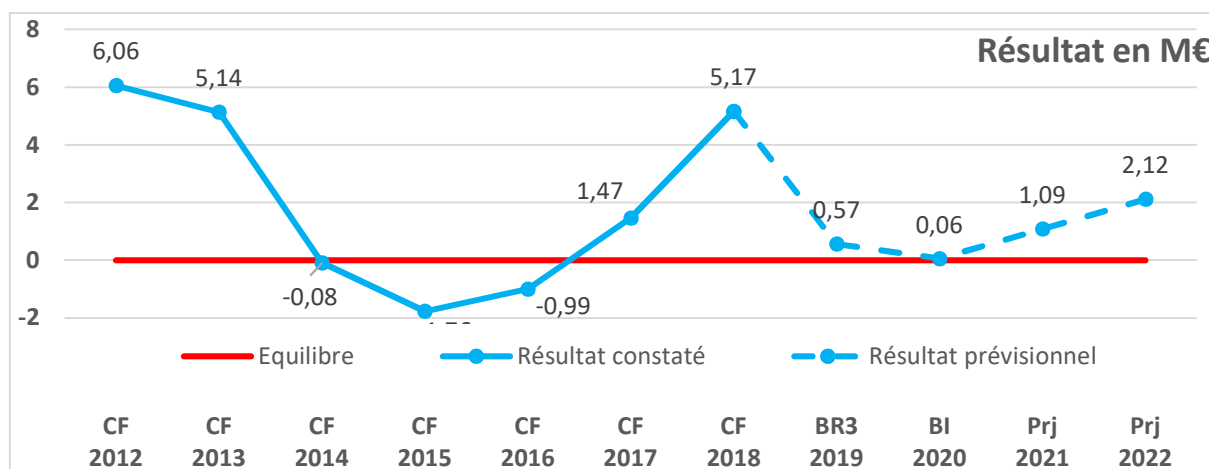
Graphique A Trajectoire prévisionnelle du taux de pression de masse salariale



Cette projection montre la poursuite du contrôle du taux de pression de masse salariale sous le seuil d'alerte pour permettre la prise en charge de l'activité de l'établissement.

3.2.4. Résultat, CAF

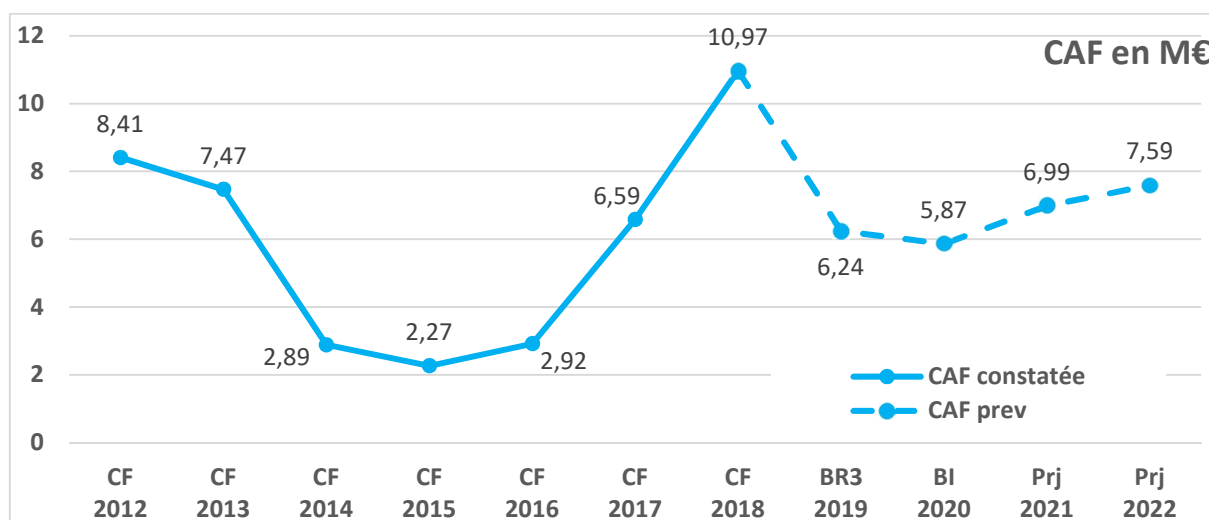
Graphique B Trajectoire prévisionnelle du résultat



La projection budgétaire affiche une progression du résultat qui soutient les investissements du PPI, notamment pour les premiers équipements des nouveaux bâtiments.

Cela est permis par la progression de la CAF, principalement portée par celle du résultat :

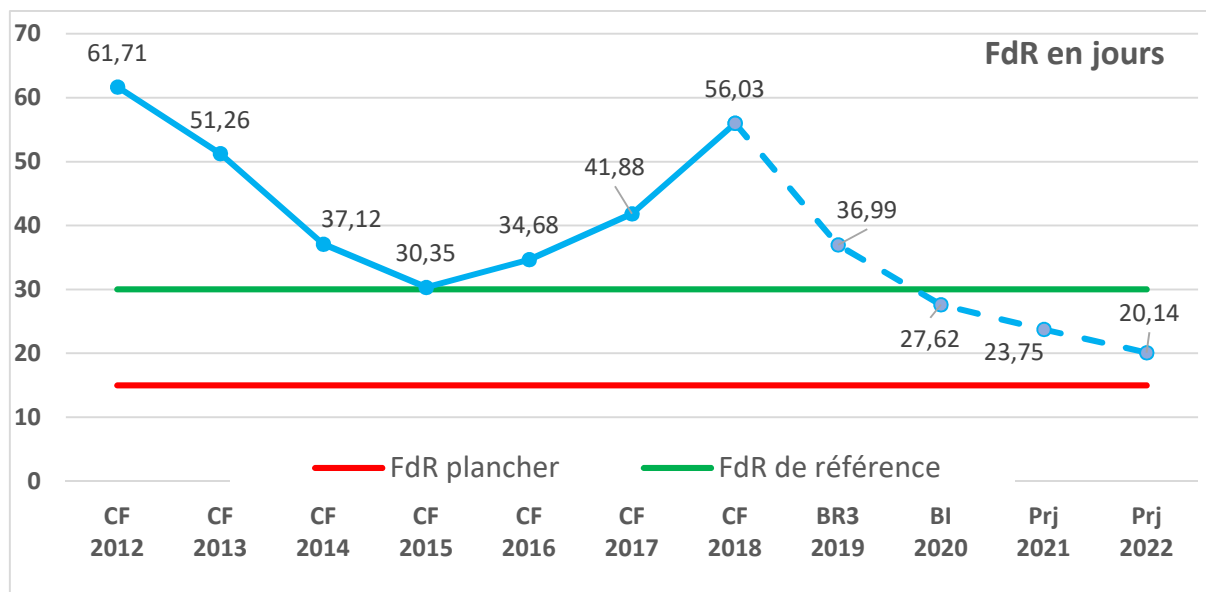
Graphique C Trajectoire prévisionnelle de la CAF



3.2.5. Fonds de roulement

Graphique D

Trajectoire prévisionnelle du fonds de roulement



La trajectoire du FdR est dégressive. Elle passe sous la limite usuelle de 30 jours mais reste au-dessus du plancher de 15 jours.

Cette utilisation du FdR complète la mobilisation de notre CAF pour le déploiement du projet académique et immobilier de l'établissement, notamment en lien les opérations CPER programmées.

Enfin, cette trajectoire budgétaire ne tient pas compte des sous-exécutions usuellement constatées en CF. Le FdR 2022 devrait donc être nettement supérieur aux 20 jours ici simulés.

Cela démontre que l'établissement est bien en mesure de soutenir son activité récurrente et son projet immobilier ambitieux, notamment porté par le CPER.